

VD_GERICHTE ZD23.022981 vom 17. Oktober 2023

VD Tribunal cantonal, 2023-10-17, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_ZD23.022981

FR: VD_GERICHTE ZD23.022981 du 17 octobre 2023

IT: VD_GERICHTE ZD23.022981 del 17 ottobre 2023

Erwägungen

E. 3

a) L'invalidité se définit comme l'incapacité de gain totale ou partielle qui est présumée permanente ou de longue durée et qui résulte d'une infirmité congénitale, d'une maladie ou d'un accident (art. 4 al. 1 LAI et 8 al. 1 LPGA). Est réputée incapacité de gain toute diminution de l'ensemble ou d'une partie des possibilités de gain de l'assuré sur le marché du travail équilibré qui entre en considération, si cette diminution résulte d'une atteinte à sa santé physique, mentale ou psychique et qu'elle persiste après les traitements et les mesures de réadaptation exigibles (art. 7 LPGA). Quant à l'incapacité de travail, elle est définie par l'art. 6 LPGA comme toute perte, totale ou partielle, de l'aptitude de l'assuré à accomplir dans sa profession ou son domaine d'activité le travail qui peut raisonnablement être exigé de lui, si cette perte résulte d'une atteinte à sa santé physique, mentale ou psychique. En cas d'incapacité de travail de longue durée, l'activité qui peut être exigée de l'assuré peut aussi relever d'une autre profession ou d'un autre domaine d'activité. b) L'assuré a droit à une rente si sa capacité de gain ou sa capacité d'accomplir ses travaux habituels ne peut pas être rétablie, maintenue ou améliorée par des mesures de réadaptation raisonnablement exigibles, s'il a présenté une incapacité de travail d'au moins 40 % en moyenne durant une année sans interruption notable et si, au terme de cette année, il est invalide à 40 % au moins (art. 28 al. 1 LAI). Pour évaluer le taux d'invalidité, le revenu que l'assuré aurait pu obtenir s'il n'était pas atteint dans sa santé (revenu sans invalidité) est comparé à celui qu'il pourrait obtenir en exerçant l'activité qui peut raisonnablement être exigée de lui après les traitements et les mesures de réadaptation, sur un marché du travail équilibré (revenu avec invalidité ; art. 16 LPGA). c) Les affections psychiques, les affections psychosomatiques et les syndromes de dépendance à des substances psychotropes doivent en principe faire l'objet d'une procédure probatoire structurée (ATF 145 V 215 ; 143 V 418 consid. 6 et 7 ; 141 V 281 et les références citées). Ainsi, le caractère invalidant de telles atteintes doit être établi dans le cadre d'un examen global, en tenant compte de différents indicateurs, au sein

- 11 - desquels figurent notamment les limitations fonctionnelles et les ressources de la personne assurée, de même que le critère de la résistance à un traitement conduit dans les règles de l'art (ATF 141 V 281 consid. 4.3 et 4.4). d) La notion de marché équilibré du travail est une notion théorique et abstraite qui sert de critère de distinction entre les cas tombant sous le coup de l'assurance-chômage et ceux qui relèvent de l'assurance-invalidité. Elle implique, d'une part, un certain équilibre entre l'offre et la demande de main d'œuvre et, d'autre part, un marché du travail structuré de telle sorte qu'il offre un éventail d'emplois diversifiés, tant au regard des exigences professionnelles et intellectuelles qu'au niveau des sollicitations physiques (ATF 134 V 64 consid. 4.2.1 ; 110 V 273 consid. 4b). La référence à un marché du travail équilibré ne permet pas de prendre en considération une capacité de gain lorsque les activités envisagées ne peuvent être exercées que sous une forme tellement

restreinte qu'en dehors de toute considération d'ordre conjoncturelle, elles n'existent pratiquement pas sur le marché général du travail ou que leur exercice suppose de la part de l'employeur des concessions irréalistes et que, de ce fait, il semble exclu pour la personne concernée de trouver un emploi correspondant (TF 8C_772/2020 du 9 juillet 2021 consid. 3.3 ; TF 9C_659/2014 du 13 mars 2015 consid. 5.3.2 ; TF 9C_941/2012 du 20 mars 2013 consid. 4.1.2 ; Margit Moser-Szeless, in Dupont/Moser-Szeless [édit.], Loi sur la partie générale des assurances sociales, Commentaire romand, Bâle 2018, n° 24 ad art. 7).

E. 4

a) Pour fixer le degré d'invalidité, l'administration – en cas de recours, le juge – se fonde sur des documents médicaux, ainsi que, le cas échéant, des documents émanant d'autres spécialistes pour prendre position. La tâche du médecin consiste à évaluer l'état de santé de la personne assurée et à indiquer dans quelle mesure et dans quelles activités elle est incapable de travailler. En outre, les renseignements fournis par les médecins constituent un élément important pour apprécier la question de savoir quelle activité peut encore être raisonnablement exigée de la part de la personne assurée (ATF 132 V 93 consid. 4 et les - 12 - références citées ; TF 8C_160/2016 du 2 mars 2017 consid. 4.1 ; TF 8C_862/2008 du 19 août 2009 consid. 4.2). b) Il découle de l'art. 61 let. c LPGA que le juge apprécie librement les preuves médicales, en procédant à une appréciation complète et rigoureuse, sans être lié par des règles formelles. Le juge doit examiner objectivement tous les documents à disposition, quelle que soit leur provenance, puis décider s'ils permettent de porter un jugement valable sur le droit litigieux. S'il existe des avis contradictoires, il ne peut trancher l'affaire sans indiquer les raisons pour lesquelles il se fonde sur une opinion plutôt qu'une autre. En ce qui concerne la valeur probante d'un rapport médical, il est déterminant que les points litigieux aient fait l'objet d'une étude circonstanciée, que le rapport se fonde sur des examens complets, qu'il prenne également en considération les plaintes exprimées par la personne examinée, qu'il ait été établi en pleine connaissance du dossier (anamnèse), que la description du contexte médical et l'appréciation de la situation médicale soient claires et enfin que les conclusions soient bien motivées. Au demeurant, l'élément déterminant pour la valeur probante, n'est ni l'origine du moyen de preuve, ni sa désignation comme rapport ou comme expertise, mais bel et bien son contenu (ATF 134 V 231 consid. 5.1 ; 125 V 351 consid. 3a ; TF 8C_510/2020 du 15 avril 2021 consid. 2.4).

E. 5

a) En l'espèce, plusieurs spécialistes se sont prononcés sur l'état de santé du recourant depuis le dépôt de sa demande de prestations en fin 2017. Le Dr D._____ a mis en évidence, au travers de ses rapports des 18 octobre 2018, 4 février 2020 et 22 septembre 2021, des lombalgies chroniques, des douleurs ostéo-articulaires généralisées et un état de fatigue chronique. Le Dr R._____ a diagnostiqué, dans son rapport du 21 octobre 2018, un syndrome lombo-vertébral, des lombalgies d'effort sur discopathies et une arthrose étagée. Dans son rapport du 25 mars 2020, le Dr Z._____ a, quant à lui, fait état de lombalgies chroniques et d'un status post-arthroplastie de la hanche droite en 2009. Les médecins du centre d'antalgie du centre hospitalier M._____ ont en substance relevé, dans leur rapport reçu le 12 mai 2020 par l'OAI et leurs rapports des 9

- 13 - décembre 2020 et 13 décembre 2021, que le recourant souffrait de lombalgies chroniques sur troubles dégénératifs multi-étagés, de douleurs articulaires chroniques diffuses d'origine dégénérative et d'asthénie d'origine indéterminée. Dans son rapport du 9

août 2021, la Dre F. _____ a posé les diagnostics de lombalgies chroniques avec un syndrome lombo- vertébral sur des troubles dégénératifs multi-étagés et de douleurs articulaires chroniques diffuses d'origine dégénérative. Le Dr B. _____, dans son rapport du 14 septembre 2021, a constaté des lombalgies chroniques sans signe de neuropathie. Enfin, le Dr C. _____ a mis en avant les diagnostics de lombo-sacralgies sur des troubles dégénératifs et un trouble biomécanique ainsi que de polyarthralgie dégénérative et partiellement nociplastique dans son rapport du 23 mars 2023. b) Ainsi, les nombreux médecins consultés par le recourant au cours des ans sont unanimes à retenir – malgré les différents termes utilisés – que leur patient souffre de lombalgies chroniques sur troubles dégénératifs pluri-étagés, de douleurs chroniques diffuses (polyarthralgies) ainsi que d'une coxarthrose bilatérale. Les divers examens menés ont également permis d'exclure une étiologie inflammatoire, infectieuse, auto-immune, métabolique toxique, fracturaire ou tumorale. L'examen psychiatrique réalisé dans le cadre de l'expertise pluridisciplinaire a mis en évidence, en lien avec la symptomatologie douloureuse, un syndrome de détresse physique léger. Dès lors, et en tout état de cause, il apparaît que le recourant présente un état douloureux chronique, sans anomalie ostéo-articulaire ou neurologique susceptible d'expliquer l'intensité des plaintes ou d'évoquer une maladie spécifique. Dans ces conditions, il se justifie d'apprécier la situation à l'aune des indicateurs jurisprudentiels établis en matière de troubles sans substrat organique (cf. supra consid. 3c). c) Sur ce point, il convient de rappeler qu'il revient aux médecins d'évaluer l'état de santé d'une personne assurée (c'est-à-dire, de procéder aux constatations nécessaires en effectuant des examens médicaux appropriés, de tenir compte des plaintes de l'intéressé et de poser les diagnostics). En particulier, poser un diagnostic relève de la

- 14 - tâche exclusive des médecins. Il leur appartient aussi de décrire l'incidence de ou des atteintes à la santé constatées sur la capacité de travail. Leur compétence ne va cependant pas jusqu'à trancher définitivement cette question, mais consiste à motiver aussi substantiellement que possible leur point de vue, qui constitue un élément important de l'appréciation juridique visant à évaluer quels travaux sont encore exigibles de l'assuré. Il revient en effet aux organes chargés de l'application du droit (soit à l'administration ou au tribunal en cas de litige) de procéder à l'appréciation définitive de la capacité de travail de l'intéressé (ATF 140 V 193 consid. 3.2 ; TF 9C_99/2022 du 6 février 2023 consid. 4.2 ; TF 9C_618/2019 du 16 mars 2020 consid. 7.1). d) aa) En l'occurrence, il ressort de l'expertise pluridisciplinaire mise en œuvre par l'intimé que les atteintes à la santé dont souffre le recourant ne peuvent être qualifiées de graves. L'expert rhumatologue a exposé, d'une part, que les limitations fonctionnelles sévères rapportées par le recourant contrastaient avec l'absence de raideur importante et d'amyotrophie et que cette discordance ne pouvait être expliquée sur le plan somatique. Les experts psychiatres ont relevé, d'autre part, une accentuation du degré d'attention portée par le recourant à ses douleurs et de l'intensité de ces dernières par rapport à la nature des atteintes somatiques, ce qui les a conduits à retenir un syndrome de détresse physique ; ils ont à cet égard qualifié cette pathologie de légère. bb) En ce qui concerne la question du traitement médical et des mesures de réadaptation, le Dr X. _____ a estimé qu'aucune nouvelle mesure médicale ne pouvait être proposée au recourant, ce dernier présentant un phénomène douloureux qui ne reflétait pas une maladie ostéo-articulaire spécifique. Les Drs G. _____ et N. _____ ont ajouté qu'un suivi psychiatrique n'était pas nécessaire, mais que des mesures de réadaptation apparaissaient en revanche indiquées. Il apparaît donc, à l'aune des considérations de ces experts, qu'il n'existe vraisemblablement plus d'options thérapeutiques à même de soulager les douleurs

du recourant, étant donné la nature non objectivable de ses

- 15 - pathologies ; toutefois, la mise en place de mesures de réadaptation serait opportune et susceptible d'exercer une influence positive sur sa capacité de travail. cc) S'agissant des comorbidités, les experts ont tenu compte des comorbidités orthopédiques du recourant comme facteur réduisant sa capacité de travail de moitié dans son activité habituelle de boulanger ; ils ont néanmoins souligné que ces dernières n'avaient pas d'impact sur sa capacité de travail dans une activité adaptée. dd) Concernant la personnalité et le contexte social, il résulte du volet psychiatrique de l'expertise pluridisciplinaire que le recourant possède de multiples ressources tant sur le plan personnel qu'externe. Les Drs G. _____ et N. _____ ont décrit une personnalité du recourant plutôt développée, avec notamment des capacités inentamées de planification, de structuration, de jugement, de prise de décisions, d'affirmation et d'intégration au sein d'un groupe ainsi qu'un sens des réalités conservé. Ils n'ont pas relevé de traits pathologiques de la personnalité. Ils ont en outre constaté que le recourant bénéficiait de compétences professionnelles et d'une importante expérience de vie. Au demeurant, il tirait profit d'un soutien de son épouse, qu'il avait rencontré à l'âge de vingt ans, de son fils majeur et de son réseau amical. ee) Quant aux aspects liés à la cohérence, les experts psychiatres ont mentionné que les douleurs limitaient le recourant dans sa vie quotidienne et qu'elles entraînaient une réduction claire de ses activités tant professionnelles qu'extraprofessionnelles. Malgré cela, il semblait maintenir un certain niveau d'activité, en gardant une occupation en tant qu'apiculteur ainsi qu'en faisant du bricolage dans un atelier avec des petits projets, qui lui prenaient toutefois beaucoup de temps à réaliser. Ces constatations mettent de cette façon en lumière un comportement en partie incohérent, dans la mesure où, en dépit de ses douleurs, il est capable de pratiquer – certes avec un rendement diminué – des loisirs exigeant un investissement physique plus ou moins important.

- 16 - e) Ainsi, l'examen des différents indicateurs laisse apparaître que les atteintes à la santé diagnostiquées ne présentent pas un caractère suffisamment invalidant, qui empêcherait le recourant de travailler dans une activité adaptée à ses limitations fonctionnelles, spécifiquement au regard de la faible gravité des atteintes et de la présence d'importantes ressources mobilisables. Les conclusions de l'expertise pluridisciplinaire relatives à la capacité de travail – qui se monte à 50 % dans l'activité habituelle et à 100 % dans une activité adaptée – sont en ce sens convaincantes, de sorte qu'il n'y a pas lieu de s'en écarter. f) Il n'y a pas lieu de tenir compte des observations afférant à l'estimation de la capacité de travail de l'assuré formulées par le Dr D. _____ et le Professeur C. _____ dans leurs brefs rapports des 6 et 23 mars 2023, ces médecins ne prenant pas position sur le contenu de l'expertise et leur évaluation se fondant principalement sur les plaintes du recourant. g) Il n'y a ensuite pas lieu de se défaire du constat opéré par l'intimé, selon lequel le marché du travail offre au recourant suffisamment d'activités exigibles au regard des limitations fonctionnelles objectives mises en évidence sur le plan médical. Ces dernières demandent en effet que le recourant, dans son activité professionnelle, ne soit pas exposé à des vibrations, qu'il ne doive pas tenir une posture statique de manière prolongée, qu'il puisse varier sa position, qu'il ne porte pas de charges supérieures à 15 kg de façon continue et répétitive, qu'il ne s'accroupisse pas et qu'il exerce de préférence cette activité en position assise ; le recourant est au demeurant légèrement limité, sur le plan psychique, dans la réalisation des tâches ainsi que moyennement limité dans l'utilisation de ses compétences professionnelles, ses activités spontanées et son endurance. Aussi, ces

limitations fonctionnelles – qui peuvent être qualifiées de légères – ne font aucunement obstacle à la mise en valeur de sa capacité de travail dans un travail simple et répétitif dans le domaine industriel léger, comme le soutient à juste titre l'intimé. Il convient par ailleurs d'écarter l'argument du recourant selon lequel il ne serait pas en mesure de retrouver un travail au vu de son âge avancé. En effet, au

- 17 - moment où il a été constaté qu'il était médicalement exigible qu'il exerce une activité lucrative (cf. TF 8C_240/2021 du 15 septembre 2021 consid. 3), soit en 2022, il était alors âgé de 54 ans. Il n'avait donc pas encore atteint l'âge à partir duquel la jurisprudence considère généralement qu'il n'existe plus de possibilité réaliste de mise en valeur de la capacité résiduelle de travail sur un marché du travail supposé équilibré, à savoir autour des 60 ans (cf. TF 9C_612/2007 du 14 juillet 2008 consid. 5.2).

E. 6

a) Enfin, c'est à bon droit que l'intimé s'est fondé sur les données statistiques de l'Enquête suisse sur la structure des salaires (ci-après : l'ESS) – plus précisément sur les salaires bruts standardisés dans l'économie privée (tableaux TA1_skill_level) – pour calculer, d'une part, le revenu sans invalidité, dès lors qu'il n'était pas possible de le déterminer à l'aune de la comptabilité du recourant, et, d'autre part, le revenu avec invalidité, celui-ci n'ayant pas repris d'activité lucrative (cf. ATF 126 V 75 ; Margit Moser-Szeless, in Dupont/Moser-Szeless [édit.], Loi sur la partie générale des assurances sociales, Commentaire romand, Bâle 2018, n° 25 et n° 33 ad art. 16). Le recourant ne remet d'ailleurs pas en question ce choix. b) Toutefois, s'agissant du revenu sans invalidité, il convient, dans le cas présent, non pas de se référer aux salaires statistiques en lien avec le domaine de la restauration (branche économique 56) – comme il ressort de la décision attaquée –, mais à ceux afférents à l'industrie alimentaire et des boissons (branche économique 10-11), dans la mesure où l'activité habituelle principale du recourant est celle de boulanger. Ainsi, le salaire mensuel auquel pouvaient prétendre les hommes, en 2018, dans ce domaine pour des tâches pratiques complexes (niveau de compétence 3) était de 6'415 fr. pour une semaine de travail de 40 heures. Compte tenu, cette année-là, d'une durée hebdomadaire moyenne de travail de 42,2 heures (cf. OFS, Durée normale du travail dans les entreprises selon la division économique [NOGA 2008], en heures par semaine, T 03.02.03.01.04.01), ce revenu se monte à 6'767 fr. 83 par mois, soit 81'213 fr. 90 par an. En ce qui concerne le revenu avec

- 18 - invalidité, le salaire statistique, en 2018, pour les hommes exerçant des activités manuelles simples (niveau de compétence 1) était de 5'417 fr. pour une semaine de travail de 40 heures. Considérant une durée moyenne de travail de 41,7 heures et d'un abattement de 10 % en raison des limitations fonctionnelles, ce revenu s'élève à 60'990 fr. par année. A cet égard, un abattement de 20 % – comme le requiert le recourant –, ce afin de tenir compte de son âge en plus de ses limitations fonctionnelles, ne se justifie pas, dans la mesure où, conformément à la jurisprudence, cet élément n'a en principe pas d'incidence sur le revenu en cas d'application du niveau de compétence 1 de l'ESS (cf. TF 9C_284/2018 du 17 juillet 2018 consid. 2.2.3). L'assuré ne met au surplus pas en évidence de circonstances particulières qui justifieraient d'opérer un tel abattement supplémentaire. c) Partant, la comparaison d'un revenu d'invalidité de 60'990 fr. à un revenu sans invalidité de 81'213 fr. 90 aboutit à un degré d'invalidité – arrondi – de 25 %. Dans ces conditions, l'intimé était autorisé à refuser au recourant le droit à une rente d'invalidité, le seuil minimum de 40 % fixé à l'art. 28 al. 1 let. c LAI n'étant pas atteint. d) A toutes fins utiles, relevons encore

qu'il n'y a pas lieu de se fonder, dans le cas d'espèce, sur les nouvelles dispositions réglementaires en vigueur depuis le 1er janvier 2022, l'ancien droit restant – comme expliqué ci-dessus (cf. supra consid. 2b) – applicable. De ce fait, la conclusion subsidiaire du recourant, par laquelle il a demandé l'octroi d'une rente d'invalidité d'un taux de 68,2 %, n'aurait en tout état de cause pas pu être admise, les dispositions applicables jusqu'au 31 décembre 2021 ne connaissant pas le système linéaire de rente.

E. 7

a) Selon l'art. 8 al. 1 LAI, les assurés invalides ou menacés d'une invalidité (art. 8 LPG) ont droit à des mesures de réadaptation pour autant que ces mesures soient nécessaires et de nature à rétablir, maintenir ou améliorer leur capacité de gain ou leur capacité d'accomplir leurs travaux habituels (let. a) et que les conditions d'octroi des différentes mesures soient remplies (let. b). L'art. 8 al. 3 let. b LAI dispose

- 19 - que les mesures de réadaptation comprennent notamment les mesures d'ordre professionnel au sens des art. 15 à 18d LAI (orientation professionnelle, formation professionnelle initiale, reclassement, placement et aide en capital). b) Selon l'art. 17 al. 1 LAI, l'assuré a droit au reclassement dans une nouvelle profession si son invalidité rend cette mesure nécessaire et que sa capacité de gain peut ainsi, selon toute vraisemblance, être maintenue ou améliorée. Est réputé invalide au sens de l'art. 17 LAI celui qui n'est pas suffisamment réadapté, l'activité lucrative exercée jusque-là n'étant plus raisonnablement exigible ou ne l'étant plus que partiellement en raison de la forme et de la gravité de l'atteinte à la santé. Le seuil minimum fixé par la jurisprudence pour ouvrir le droit à une mesure de reclassement est une diminution de la capacité de gain de 20 % environ (ATF 139 V 399 consid. 5.3). c) En l'occurrence, dans la décision litigieuse, l'intimé a refusé au recourant le droit à des mesures d'ordre professionnel, exception faite d'une mesure d'aide au placement (art. 18 LAI) accordée le 7 mars 2023. Or, comme exposé ci-dessus (cf. supra consid. 6c), son taux d'invalidité se monte à 25 %, ce qui s'avère suffisant pour lui ouvrir le droit à une mesure de reclassement au sens de l'art. 17 LAI. Il convient par conséquent de renvoyer la cause à l'intimé, afin qu'il se prononce sur le droit du recourant à des mesures d'ordre professionnel, en particulier à une mesure de reclassement, précision faite que le droit à une mesure d'aide au placement lui a déjà été reconnu.

E. 8

Le dossier est complet et permet à la Cour de céans de statuer en pleine connaissance de cause. Il n'y a donc pas lieu de compléter l'instruction, comme le requiert le recourant, par la mise en œuvre d'une expertise judiciaire pluridisciplinaire. En effet, une telle mesure d'instruction ne serait pas de nature à modifier les considérations qui précèdent, puisque les faits pertinents ont pu être constatés à satisfaction de droit (appréciation anticipée des preuves ; ATF 130 II 425 consid. 2.1 ;

- 20 - 122 II 464 consid. 4a ; TF 8C_90/2020 du 17 novembre 2020 consid. 4.3.2 ; TF 8C_826/2019 du 13 mai 2020 consid. 5.2).

E. 9

a) En définitive, le recours doit être partiellement admis. La décision du 28 avril 2023 est confirmée en tant qu'elle nie le droit du recourant à une rente d'invalidité et annulée en tant qu'elle concerne le droit à des mesures d'ordre professionnel, la cause étant renvoyée à l'intimé pour instruction complémentaire, puis nouvelle décision sur ce dernier point. b) La

procédure de recours en matière de contestations portant sur l'octroi ou le refus de prestations de l'assurance-invalidité est soumise à des frais de justice (art. 69 al. 1bis LAI). Il convient de les fixer à 600 fr. et de les mettre à la charge de la partie recourante par 400 fr. et de la partie intimée par 200 francs. c) La partie recourante obtient partiellement gain de cause et a droit à une indemnité de dépens réduits à titre de participation aux honoraires de son conseil (art. 61 let. g LPGA). Il convient d'arrêter cette indemnité réduite à 200 fr., débours et TVA compris (art. 10 et 11 TFJDA [tarif du 28 avril 2015 des frais judiciaires et des dépens en matière administrative ; BLV 173.36.5.1]), et de la mettre à la charge de la partie intimée.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.